

L'invité du week-end

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL D'E.LECLERC

Michel-Edouard Leclerc

Michel-Edouard Leclerc (64 ans) le dit de manière claire : il votera Macron au deuxième tour de l'élection présidentielle française. *"D'habitude je ne prends jamais position sur le plan politique. Mais ce qui me fait bouger ici, c'est le risque de délitement européen"*, nous explique le président-directeur général de l'enseigne française des hypermarchés E. Leclerc. Un grand patron français au style direct, une figure médiatique aussi qui incarne, comme d'autres entrepreneurs de l'Hexagone, la réussite d'un certain modèle entrepreneurial familial.

Michel-Edouard Leclerc a bousculé les codes de la distribution : politique de prix agressive, diversification des services (culture, loisirs, voyages,

carburant...) et mise en cause de certains monopoles.

Le Breton apprécie notre pays et sa capitale. *"Je viens deux fois par mois à Bruxelles. Votre capitale est très attractive, il s'y passe beaucoup de choses sur le plan culturel. J'y apprécie la jovialité des gens. Vu de France, on parle beaucoup de Londres; moi, j'aime bien aller à Bruxelles. Mais si je le dis trop publiquement en France, on va dire : 'il va planquer son pognon là-bas'"* (sourire), ajoute-t-il. Si Michel-Edouard Leclerc vient à Bruxelles, c'est pour les affaires mais aussi pour visiter collectionneurs, galeries et artistes. Grand passionné de BD "made in Belgium" et collectionneur éclairé, il a prêté certaines de ses pièces au musée de La Boverie à Liège. A découvrir jusqu'au 11 juin.

"Je ne suis pas un ultra-libéral. Il y a des moments dans la vie de certains secteurs où il faut savoir réguler. Pourquoi ne ferions-nous pas de la politique alimentaire et sanitaire un modèle européen ?"

Entretien réalisé par Vincent Slits

"Cette élection illustre une crise profonde du système politique"

Etes-vous surpris par les résultats du premier tour de la présidentielle qui marque un virage politique historique ? Non, pas du tout. Cette élection française est un constat de faillite d'un système politique. Les institutions et la pratique politique sont depuis vingt ou trente ans à bout de souffle. La démocratie française élit des représentants mais la population estime que ces représentants sont complètement hors-sol, ne représentent plus qu'eux-mêmes et non plus les aspirations, fussent-elles contradictoires, du peuple français. Le système est paralysé. Le bipartisme et l'alternance gauche-droite ne fonctionnent plus. Les élections illustrent cette crise profonde du système politique français. Nous sommes, en France, friands de débats et de leur mise en scène mais aucune grande réforme n'a pu être menée parce qu'aucune majorité n'a jamais pu s'imposer dans cette volonté de réforme. La France en a pourtant bien besoin.

La France est-elle devenue "irréformable" ?

Le système républicain en France est finalement d'un format plus monarchique, celle d'une monarchie constitutionnelle. De De Gaulle à Mitterrand, ces hommes ont bénéficié de l'acceptation d'un statut qui est vraiment atypique dans nos démocraties occidentales. Aujourd'hui, nos concitoyens ont grandi en exi-

geant des partages de pouvoir, d'informations, de débats. La gauche n'arrive plus à réformer à sa gauche et la droite n'arrive plus à réformer par sa droite. Paradoxalement, vous les Belges, même s'il a des défauts, votre système permet des coalitions réformatrices sur

certaines projets ou objectifs. C'est également le cas en Allemagne. En France, c'est pratiquement impossible. On a vécu cinq années de bataille d'égos à droite et autant de batailles de factions à gauche sous Hollande. Tout cela ne crée évidemment pas un contexte favorable aux réformes nécessaires. Pourtant, les Français savent qu'il faut faire ces réformes mais n'ont pas confiance dans leurs institutions. C'est ce que traduit le vote des extrêmes – la part de voix de Mélenchon et de Le Pen – ce que traduit aussi l'espérance portée sur des personnages atypiques ou hors codes comme Emmanuel Macron.

Pensez-vous qu'Emmanuel Macron pourra être l'homme de ces réformes ?

Personnellement, je pense que le meilleur programme économique était celui de François Fillon. Mais il a été un très mauvais vendeur de son programme et il lui a manqué une politique marketing. Il n'a jamais su s'adresser au peuple et la rationalité en elle-même ne s'impose pas en démocratie. Aujourd'hui, je pense que l'existence d'un Macron,

c'est peut-être une chance de pouvoir réécrire un projet politique et économique de manière plus acceptable pour l'opinion. Ma mère a 90 ans : je pensais qu'elle allait voter pour Fillon; elle fait l'éloge de Macron. Paradoxalement, là où les commentateurs voient dans l'isolement de Macron une difficulté à gouverner demain, personnellement j'y vois l'opportunité de changer de système et de bâtir des coalitions nouvelles. Cela va l'obliger, lui, son Premier ministre et son gouvernement à faire preuve de pédagogie, ce qui a été absent de cette campagne.

Quel est pour vous le mal français ?

C'est la dette. Contrairement à la dette belge dont une grande partie est détenue par des Belges, la dette française est détenue aux deux tiers par des étrangers. La France est trop endettée, trop fiscalisée et elle est bridée par des surréglementations que nous avons attribuées à tort à la Commission européenne parce que le politique ne les assume pas.

“Ceux qui s'exilent fiscalement n'ont plus droit à la parole”

La baisse de la fiscalité doit être le premier chantier du futur président ?

Le redressement de la France passera par la confiance du peuple envers ses élus mais aussi par la confiance des entrepreneurs, que tout le monde appelle unanimement à investir et à tirer la croissance. La fiscalité est un élément de cette confiance. Pour le peuple, c'est l'espérance de pouvoir d'achat et des mesures qui l'accompagnent qui vont recréer cette confiance dans un pays où le taux de chômage est très élevé : 10 % mais encore davantage sur la population des 25-30 ans qui entre sur le marché du travail. Mais la perception du pouvoir d'achat ne se fait pas seulement à travers les salaires, les revenus des foyers ou de la fiscalité : elle est aujourd'hui entachée par le fait que les jeunes ne croient plus que le système collectif parviendra à payer à l'avenir leurs retraites et soins de santé. Les Français ont le sentiment que la perspective des besoins augmente davantage que la perspective des revenus. Dans ce contexte, les Français sont sensibles à des discours “faciles” comme ceux de l'augmentation du Smic, la hausse des allocations, voire du revenu universel.

Certaines grandes familles françaises ont choisi de s'ex-patrier fiscalement, notamment vers la Belgique. Pour-

riez-vous faire ce choix ?

Non, jamais. Je suis un combattant. Je pense que ceux qui s'exilent fiscalement n'ont plus droit à la parole. Mais je dénonce, pour toutes les catégories de Français, la surtaxation. Il faut se battre à l'intérieur du système pour le réformer.

Et sur ce point, avez-vous des espoirs de changement avec Emmanuel Macron ?

En fait, aucun homme politique n'est très clair sur son modèle fiscal. Emmanuel Macron a dit qu'il détaxerait, il a l'air d'admettre qu'il y a trop d'impôts mais en même temps il parle plus en termes de péréquations que de baisses d'impôts. Il est en faveur d'une hausse des droits de succession et de la CSG (contribution sociale généralisée). Il pourrait donc y avoir un tour de passe-passe entre la baisse de l'impôt sur le revenu et une augmentation de la CSG. Ce débat n'est pas clarifié. Aujourd'hui, l'impôt français est devenu confiscatoire. C'est incroyable que l'on ait supprimé le bouclier fiscal et que des gens soient amenés à payer plus d'impôts qu'ils ne gagnent de revenus. Sur le plan du bon sens, cela ne tient pas la route. Aujourd'hui, les cadres sont terriblement pénalisés. Je vais me battre à l'intérieur du pays pour que la fiscalité des Français descende.

“C'est presque impossible de s'implanter en Belgique”

Pourquoi le groupe Leclerc n'est-il jamais entré sur le marché belge ?

Parce que vous l'avez fermé... Il y a une loi qui s'appelle la loi cadenas (devenue depuis la loi Ikea, un peu plus souple, qui a rendu la chose impossible. C'est assez incroyable mais il n'y a pas eu beaucoup d'esprit critique à ce sujet en Belgique. La Belgique est un terrain d'implantation qui est aujourd'hui fermé à Auchan ou à Leclerc. C'est pratiquement impossible de s'y implanter.

Tous les partis politiques ont entériné cela depuis une vingtaine d'années. Donc nous sommes allés voir ailleurs. Mais nous nous y retrouvons d'une certaine manière car le groupe Leclerc a constitué un groupement d'achat coopératif européen avec d'autres partenaires comme Coop Italia, Rewe, numéro deux en Allemagne, et désormais avec Ahold-Delhaize. Et donc quelque part, nous nous allions avec la Belgique.

Et si ce cadre réglementaire évoluait, seriez-vous encore intéressé par le marché belge ?

Oui parce que c'est un marché où le coût de la vie est assez cher, où il y a des opportunités. Cette bataille pour de meilleurs prix a fait le succès de Jef Colruyt chez vous. La Belgique est un pays avec beaucoup de pouvoir d'achat, y compris le pouvoir d'achat des Français qui sont venus chez vous... La Belgique est un pays intéressant comme marché mais aussi parce qu'il est moins embriqué dans des législations comme c'est le cas de la France. En Belgique, l'entreprise ne vous fait pas peur. Vous avez beaucoup d'entrepreneurs très actifs. C'est un pays où il se passe beaucoup de choses.

Il y a plusieurs années, on avait évoqué un rapprochement possible entre votre groupe et Delhaize....

Il y a en effet eu de telles rumeurs. Cela ne s'est pas fait. Nous avons eu des rencontres d'hommes et des échanges de visions, de projets mais qui n'étaient pas très réalistes. Ensuite, nous avons fait un petit bout de route avec Jef Colruyt mais c'était compliqué pour nous car Jef est venu s'implanter en France, notamment en Alsace. Ils ont une centaine de magasins, pas très grands, dans le nord et l'est de la France. Du coup, cela rendait notre alliance avec eux compliquée aux yeux des autorités de la concurrence : deux concurrents sur un même marché qui s'allient, Bruxelles n'aime pas beaucoup cela...

“En Belgique, l'entreprise ne vous fait pas peur. Vous avez beaucoup d'entrepreneurs très actifs.”

Michel-Edouard Leclerc

Épinglé

La fin de l'euro ? “Le groupe Leclerc a été un acteur majeur du passage à l'euro en France. J'ai dit en réplique à Marine Le Pen, lors d'une émission de Jean-Jacques Bourdin, que le nouveau président qui annoncerait le retour au franc français ne serait probablement pas celui qui le ferait. On a mis dix ans pour passer à l'euro. Nous ne sommes absolument pas capables – ni Leclerc, ni Carrefour, ni Auchan et encore moins les libraires, les restaurateurs, les charcutiers – d'avoir le matériel ou être formés à faire le chemin inverse. Il y a un risque réel pour le pouvoir d'achat des Français de sortir de l'euro

mais il y a surtout un risque de 'sacré bordel' à mal le préparer, si par malheur cette orientation était votée.”

L'Europe ? “Je plaide pour davantage d'Europe. C'est là que les politiques ont été nuls. Ma génération d'entrepreneurs et d'hommes politiques a failli. Dans l'aventure du XX^e siècle et jusqu'à aujourd'hui, nous avons eu en Europe 70 années de paix et connu des dizaines d'années de croissance. Mais l'Europe n'a jamais été défendue par nos hommes politiques comme le facteur positif de notre mode de vie. C'est incroyable. Il y a un mensonge intellectuel. Réformer se fait toujours dans la douleur. Déconstruire, c'est tellement facile...”